

Unité départementale de Seine-et-Marne
14 rue de l'Aluminium
77547 SAVIGNY-LE-TEMPLE

SAVIGNY-LE-TEMPLE, le 27/12/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 22/12/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

Établissement anciennement VALOMÉTAL

ZI – rue d'Armentières
77470 Trilport

Références : E/23-3083
Code AIOT : 0006502852

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22 décembre 2023 dans l'établissement anciennement exploité par la SAS VALOMETAL implanté ZI – rue d'Armentières 77470 Trilport. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Fin novembre 2023, l'inspection des installations classées était contactée par la société PCM RECYCLAGE, au sujet de la possibilité de s'implanter sur le site anciennement exploité par la SAS VALOMÉTAL, rue d'Armentières à Trilport.

L'inspection des installations classées rappelait alors à la société PCM RECYCLAGE, en date du 28 novembre 2023, qu'à l'exception de la seule parcelle n° AK 21 (qui avait par ailleurs fait l'objet d'une revente à un tiers suite à la délivrance du récépissé de cessation d'activité du 20 juin 2022), le site n'avait pas été mis en sécurité conformément à la réglementation en vigueur, ni remis dans un état permettant un usage futur compatible avec les exigences applicables (usage industriel). Il était ainsi indiqué à la société PCM RECYCLAGE que, compte tenu de l'état du site, son usage pour de nouvelles activités n'était pas envisageable, à moins d'une réhabilitation menée dans le cadre du dispositif prévu par les articles R. 512-76 et suivants du Code de l'environnement (réhabilitation par un tiers demandeur). La société PCM RECYCLAGE était par ailleurs informée des obligations préalables nécessaires pour l'exploitation d'installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation, enregistrement ou déclaration.

Il est à noter que fin octobre 2023, la commune de Meaux informait l'inspection des installations classées que la société PCM RECYCLAGE, locataire d'une parcelle située sur cette même commune pour une activité de location de bennes vides, exerçait finalement sur ladite parcelle des activités

d'entreposage de déchets en mélange, à même le sol. Une procédure amiable de résiliation de bail et de mise en demeure d'évacuer les déchets avait alors été engagée par le propriétaire de la parcelle. La commune de Meaux précisait en outre que la société PCM RECYCLAGE avait déjà commis les mêmes faits sur une autre parcelle de la commune de Meaux avant l'été 2023.

Le 18 décembre 2023, l'inspection des installations classées était informée par le propriétaire du site implanté rue d'Armentières à Trilport (SCI PADAMA), qu'une effraction avait été constatée sur le site et que des activités de gestions de déchets y étaient en cours (impliquant des apports de déchets). Les forces de police avaient été appelées sur place et informaient l'inspection des installations classées, au cours de leur intervention, que l'auteur de l'activité était la société PCM RECYCLAGE, confirmation faite par le gérant de ladite société, appréhendé sur place et avec lequel l'inspection des installations classées a directement échangé par téléphone au cours de l'intervention policière.

Questionné sur les raisons qui l'avaient conduit à s'installer dans l'établissement, l'intéressé affirmait avoir signé un contrat de bail avec une agence immobilière, lui donnant le droit d'occuper le site. Le propriétaire du site contredisait cette information, indiquant n'avoir signé aucun contrat de bail, que le site n'était actuellement pas loué et qu'il n'avait pas connaissance de la société PCM RECYCLAGE avant de la découvrir sur le site. L'inspection des installations classées rappelait de nouveau au gérant de la société PCM RECYCLAGE, comme cela lui avait déjà été indiqué en date du 28 novembre 2023, que l'état du site n'était actuellement pas compatible avec un usage industriel et, par ailleurs, que la société n'était titulaire d'aucune déclaration ou enregistrement au titre des installations classées pour exploiter une installation classée pour la protection de l'environnement.

L'intéressé justifiait son installation dans l'établissement, par la nécessité de stocker le matériel de la société.

À l'issue de l'échange, l'intéressé était invité par les forces de police à récupérer le matériel lui appartenant et à quitter immédiatement le site, qui était ultérieurement verrouillé par le propriétaire, via l'installation d'une chaîne autour du portail d'accès.

La visite d'inspection du 22 décembre 2023, prévue en présence du propriétaire, avait pour objet de constater les quantités de déchets éventuellement apportés par la société PCM RECYCLAGE (en comparaison avec les inventaires précédemment réalisés sur le site suite à la liquidation judiciaire de la SAS VALOMÉTAL) et à déterminer si l'activité de la société relevait de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement. Ladite visite visait parallèlement à faire le point sur le respect des obligations imposées au liquidateur, désigné dans le cadre de la liquidation judiciaire de la SAS VALOMÉTAL.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Établissement anciennement VALOMÉTAL
- ZI – rue d'Armentières 77470 Trilport
- Code AIOT : 0006502852
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'établissement était initialement exploité par la société L. MARCHETTO, qui exerçait des activités de tri, de transit et de regroupement de déchets de métaux et de batteries usagées, des activités d'entreposage, de démontage et de dépollution de véhicules hors d'usage (VHU), ainsi que des activités de traitement de déchets non dangereux. Ces activités, soumises à autorisation environnementale, étaient réglementées par l'arrêté préfectoral n° 13 DCSE IC 118 du 18 novembre 2013 complété.

La SAS VALOMÉTAL avait repris l'exploitation de l'établissement le 14 novembre 2014.

Dans le cadre du changement d'exploitant, la poursuite des activités de stockage, de dépollution et

de démontage de véhicules hors d'usage, était conditionnée à la délivrance d'un nouvel agrément, conformément aux dispositions prévues par l'article R. 515-37 du Code de l'environnement.

À cet effet, la SAS VALOMÉTAL avait déposé, le 13 février 2016, complété le 17 décembre 2018, une demande d'agrément pour les activités de stockage, de dépollution et de démontage de VHU. Suite au rapport n° E/19-0745 du 5 avril 2019 de l'inspection des installations classées, la SAS VALOMÉTAL s'était vue délivrer l'arrêté préfectoral n° 2019/DRIEE/UD77/034 du 8 avril 2019 portant agrément pour l'exercice des activités de stockage, de dépollution et de démontage de véhicules hors d'usage (VHU), l'autorisant à traiter une quantité annuelle maximale de 1 800 VHU.

Parallèlement, suite à une visite d'inspection en date du 3 octobre 2018, au cours de laquelle il avait été constaté que la SAS VALOMÉTAL exerçait des activités non autorisées de tri, de transit et de regroupement de déchets non dangereux non inertes relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 2716-1 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (quantités entreposées excédant 1 000 m³), ladite société avait fait l'objet de l'arrêté préfectoral n° 2018/DRIEE/UD77/097 du 13 décembre 2018 de mise en demeure de régulariser sa situation administrative, ainsi que de l'arrêté préfectoral n° 2018/DRIEE/UD77/097 du 13 décembre 2018 portant suspension des activités exercées illégalement.

Or le 1^{er} avril 2021, l'inspection des installations classées était informée que suite à l'échec des tentatives de redressement de la SAS VALOMÉTAL, le Tribunal de Commerce de Meaux avait prononcé la liquidation judiciaire de la société, avec poursuite d'activité jusqu'au 30 avril 2021. La SELARL GARNIER-GUILLOUËT, sise 55 rue Aristide Briand à Meaux, était désignée en tant que liquidateur judiciaire. La SAS VALOMÉTAL avait été préalablement placée en redressement judiciaire depuis le 7 décembre 2020.

Le 20 décembre 2021, la SELARL GARNIER-GUILLOUËT transmettait un mémoire de clôture de l'établissement. Ce mémoire décrivait l'environnement du site et sa configuration, dressait un inventaire préalable des déchets, des travaux à réaliser dans le cadre de la mise en sécurité du site. Enfin, il présentait un bilan de la mise en sécurité et de l'état des sols.

Suite à l'examen des éléments du mémoire, aux constats réalisés lors d'une inspection le 15 avril 2022 par l'inspection des installations classées, ainsi qu'à une réponse du liquidateur jugée insatisfaisante, le Préfet de Seine-et-Marne :

- délivrait, en date du 20 juin 2022, un récépissé de cessation d'activité pour la seule parcelle cadastrale n° AK 21 (parcelle revendue à un tiers depuis la cessation d'activité). Il est à noter que la SAS VALOMÉTAL n'avait pas exploité d'activité relevant des installations classées pour la protection de l'environnement sur cette parcelle,
- pour le reste de l'établissement, mettait en demeure le liquidateur, par arrêté préfectoral n° 2023/DRIEAT/UD77/016 du 20 janvier 2023, de mettre en œuvre, sous un délai de 3 mois, les mesures nécessaires pour évacuer ou éliminer les produits dangereux et les déchets encore présents sur le site, interdire ou limiter les accès au site, supprimer la totalité des risques d'incendie ou d'explosion et placer le site dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts protégés et qu'il permette un usage futur comparable à celui de la dernière période d'exploitation.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les

installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Cessation d'activité	Arrêté Préfectoral du 18/11/2013, article 1.5.6	Astreinte	1 mois
2	Exploitation d'une ICPE en situation administrative irrégulière	Code de l'environnement, article L. 171-7	Mise en demeure (cessation d'activité), Suspension, Amende, Mesures conservatoires	15 jours
3	Accessibilité des engins des services d'incendie et de secours	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 7	Mise en demeure (cessation d'activité), Suspension, Amende, Mesures conservatoires	15 jours
4	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9	Mise en demeure (cessation d'activité), Suspension, Amende, Mesures conservatoires	15 jours
5	Rétention des pollutions accidentelles	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 11	Mise en demeure (cessation d'activité), Suspension, Amende, Mesures conservatoires	15 jours

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
6	Gestion des déchets réceptionnés	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13	Mise en demeure (cessation d'activité), Suspension, Amende, Mesures conservatoires	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection du 22 décembre 2023 a mis en évidence que le liquidateur judiciaire de la SAS VALOMÉTAL n'a mené aucune démarche complémentaire aux démarches présentées dans le rapport de clôture de la liquidation judiciaire de la SAS VALOMÉTAL transmis le 20 décembre 2021. En conséquence, il apparaît que les obligations imposées au liquidateur par l'arrêté préfectoral de mise en demeure n° 2023/DRIEAT/UD77/016 du 20 janvier 2023, à savoir la mise en œuvre, sous un délai de 3 mois, des mesures nécessaires pour évacuer ou éliminer les produits dangereux et les déchets encore présents sur le site, interdire ou limiter les accès au site, supprimer la totalité des risques d'incendie ou d'explosion et placer le site dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts protégés et qu'il permette un usage futur comparable à celui de la dernière période d'exploitation (usage industriel), n'ont pas été satisfaites par le liquidateur.

En outre, il a été constaté lors de cette visite d'inspection, que la société PCM RECYCLAGE s'est installée irrégulièrement dans l'établissement, sans l'accord du propriétaire et malgré s'être préalablement vue rappeler, par l'inspection des installations classées, que l'état du site n'était actuellement pas compatible avec un usage industriel et, par ailleurs, que la société n'était titulaire d'aucune déclaration ou enregistrement au titre des installations classées pour exploiter une installation classée pour la protection de l'environnement.

À ce titre, il a été constaté que la société PCM RECYCLAGE exploite irrégulièrement sur le site des installations soumises :

- au régime de l'enregistrement (autorisation simplifiée) au titre de la rubrique 2716 (*installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux non inertes*) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, les quantités de déchets non dangereux non inertes constatées sur le site, du fait de la société PCM RECYCLAGE, étant d'environ 2 700 m³, soit un volume très largement supérieur au seuil de 1 000 m³ de l'enregistrement,
- au régime de la déclaration au titre de la rubrique 2714 (*installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois*) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, le volume total constaté sur le site, du fait de la société PCM RECYCLAGE, étant d'environ 160 m³, supérieur au seuil de 100 m³ de la déclaration.

D'autre part, les conditions d'exploitation du site ne sont pas conformes aux prescriptions générales applicables à ces activités, en particulier concernant les points suivants :

- l'accessibilité aux engins des services d'incendie et de secours,
- la disponibilité et la conformité des moyens de lutte contre l'incendie,
- les mesures de rétention des pollutions accidentelles,
- la gestion des déchets réceptionnés.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Cessation d'activité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral n° 2023/DRIEAT/UD77/016 du 20 janvier 2023 de mise en demeure à l'encontre du liquidateur dans le cadre de la liquidation judiciaire de la SAS VALOMÉTAL

Thème(s) : Situation administrative, Cessation d'activité

Prescription contrôlée :

La SELARL GARNIER-GUILLOUËT, dont le siège est situé 55 rue Aristide Briand à Meaux (77100), est mise en demeure, pour les installations classées situées sur les parcelles cadastrales n°s AK 22, 23, 28, 29, 31 à 36 et 70 à Trilport (77470), de se conformer, dans un délai de trois mois, aux dispositions prévues par l'article 1.5.6 de l'arrêté préfectoral n° 2013 DCSE IC 118 du 18 novembre 2013 susvisé et par les articles L. 512-6-1 et R. 512-39-1 et suivants du Code de l'environnement, qui imposent :

- d'évacuer ou éliminer les produits dangereux et les déchets encore présents sur le site ;
- d'interdire ou limiter les accès au site ;
- de supprimer la totalité des risques d'incendie ou d'explosion;
- de placer le site dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement et qu'il permette un usage futur tel que défini à l'article 1.5.6 de l'arrêté préfectoral n° 2013 DCSE IC 118 du 18 novembre 2013 susvisé.

Rappel relatif à la procédure en cours dans le cadre de la cessation d'activité :

Dans le cadre de la liquidation judiciaire de la SAS VALOMÉTAL, le liquidateur transmettait à l'inspection des installations classées, le 9 juin 2021, un constat environnemental initial de l'établissement, établi le 15 février 2021 et actualisé le 16 avril 2021. Ce constat de situation mettait en évidence des quantités importantes de déchets présents sur 11 zones de l'établissement (déchets industriels banals non triés, pneumatiques usagés, déchets d'équipements électriques et électroniques, véhicules hors d'usage non dépollués, bouteilles de gaz, huiles moteur, ferrailles, etc.), pour lesquelles la SAS VALOMÉTAL ne disposait pas de toutes les autorisations requises et qui présentaient un risque d'incendie significatif.

Le 21 juin 2021, l'inspection des installations classées demandait au liquidateur de faire connaître les opérations engagées ou envisagées dans le cadre de la mise en sécurité du site.

Le 24 juin 2021, le liquidateur faisait savoir à l'inspection des installations classées que les opérations de nettoyage et de mise en sécurité se poursuivaient.

Le 12 juillet 2021, un pré-mémoire partiel de cessation d'activité était transmis à l'inspection des installations classées. Ce document faisait notamment apparaître des pollutions localisées en HAP, BTEX et COV (tétrachloroéthylène), ainsi qu'une pollution généralisée du site aux hydrocarbures et éléments traces métalliques, mises en évidence par une étude de sols réalisée le 8 juin 2021. En conclusion, ce document proposait un déblaiement intégral des déchets dans le cadre de la fermeture de l'établissement.

Compte tenu des éléments figurant dans le pré-mémoire et dans l'attente du mémoire définitif de cessation d'activités, l'inspection des installations classées rappelait au liquidateur que ledit mémoire définitif devait également :

- analyser la compatibilité de la réhabilitation prévue (incluant la situation environnementale résiduelle) avec les usages futurs du site, appréciés notamment en fonction des documents d'urbanisme,
- prévoir, si nécessaire, des mesures de gestion spécifiques supplémentaires dans le cadre d'un plan de gestion, si la réhabilitation évoquée ci-dessus s'avérait incompatible avec

les usages futurs du site.

Le 6 décembre 2021, le propriétaire foncier informait l'inspection des installations classées avoir réceptionné de la part du commissaire-priseur les clés de l'établissement, alors que le site ne semblait pas entièrement mis en sécurité. Aussi, le 7 décembre 2021, le Préfet de Seine-et-Marne sollicitait de la part du liquidateur, la transmission d'un mémoire définitif conforme, relatif à la cessation d'activités.

Le 20 décembre 2021, le liquidateur transmettait un mémoire de clôture de l'établissement, décrivant l'environnement du site et sa configuration, l'inventaire préalable des déchets, ainsi que les travaux à réaliser dans le cadre de la mise en sécurité du site. Enfin, il présentait un bilan de la mise en sécurité et sur l'état des sols.

Le mémoire précisait que plusieurs interventions avaient été organisées dans le cadre de la clôture de l'établissement, pour réaliser :

- l'enlèvement de l'ensemble des déchets dangereux,
- le pompage des déshuileurs,
- le nettoyage du débourbeur de la STEP,
- le pompage, dégazage et inertage des 3 cuves enterrées de carburant.

Il indiquait également qu'un enlèvement des « déchets aériens » avait été réalisé, fournissant à l'appui les bordereaux de suivi de déchets correspondants. Le liquidateur considérait qu'il résultait de cette intervention « que la liquidation a fait tout ce qui était de son ressort, tous les DID [déchets dangereux] ayant été enlevés par ses soins ».

Il mentionnait par ailleurs que la zone touchée par un incendie survenu le 23 juillet 2020 n'avait pas été traitée par le propriétaire foncier, en dépit de sa prise en charge par les assureurs et indiquait que l'impécuniosité avait conduit la liquidation à renoncer à poursuivre ses actions sur ce site. Le liquidateur considérait d'autre part :

- *« que les déchets subsistants sont banals et ne présentent pas de dangers internes ; ils sont cependant combustibles si un acte obligatoirement volontaire et malveillant venait les affecter,*
- *le poste d'alimentation électrique est restitué en l'état au propriétaire foncier ».*

S'agissant du bilan des stocks de déchets à l'issue des opérations, le mémoire faisait apparaître les volumes approximatifs résiduels suivants :

Réf. Zone	S. m2	Nature du dépôt	Volumes approximatifs.
Z1	4 000	Extérieurs : pneus (Non visité depuis février 2021)	1 m3 Pneus ???
B1	1 500	Entrepôt vide, bureau et meubles Mezzanine : D3E et DIB, (Non visité depuis février 2021)	2 m3 D3E/DIB ???
Z4	600	Cumulus, machines à laver, divers	60 m3 cumulus 80 m3 machines+divers
Z5	1 600	Ferraille et plastique (GRV et casiers), divers (traverses bois, palettes bois, ...)	5 m3 casier ferraille/plastique 5 m3 palettes bois/poutre
B2	900	<ul style="list-style-type: none"> Atelier de dépollution (pris en charge par l'assurance) : <ul style="list-style-type: none"> 20 à 30 m3 de ferraille, moteurs et divers antérieurs (Présence d'amiante) Hangar 2, atelier de mécanique : <ul style="list-style-type: none"> 5 m3 d'éléments divers Hangar 1 dont sous-sol : 5 m3 de déchets divers (palette bois, bidons vides, divers...) 	
Z6	1 000	DIB divers non triés (bois, plastiques, carton, ferraille, câbles...)	800 m3 DIB divers
Z7	200	3-4 Pneus jantés, 2-3 palettes bois, poteaux béton, rétention plastique, déchets divers	10-15 m3 poteaux béton 1 m3 palettes bois 3-4 pneus pelle 2 m3 déchets divers
Z8	1 200	DIB divers (ferraille, bois, carton, plastique...)	4-5 m3 de DIB divers
Z9	3 925	Pneus avec jantes, plastiques, verre sécurit, ferraille mêlée et DIB, traverses en bois de chemin de fer	200 m3 pneus jantes 100 m3 plastiques 4 m3 verre sécurit 30 m3 DIB 10-15 traverses en bois
Z10	2 400	Ferraille diverse et DIB Pneus avec ou sans jantes	2 m3 ferraille divers et DIB 600-800 m3 pneus avec et sans jantes
Z11	2 800	Tas de copeaux plastique, Tas de terre incluant des ferrailles/plastiques Tas de terres et gravats pneus camion avec jantes	60 m3 copeaux plastiques 200 m3 ferraille/terre 5 à 6 000 m3 terres et gravats env. 10 pneus avec jantes

Les investigations menées révélèrent sur les sols :

- des teneurs significatives en hydrocarbures, en HAP et en BTEX, localisées au droit d'un ancien stockage de goudron en surface et ponctuellement jusqu'à 3 mètres de profondeur,
- des teneurs significatives en hydrocarbures entre 3 et 4 mètres de profondeur, au droit d'une ancienne décharge,
- des teneurs significatives en hydrocarbures dans le premier mètre des sols sur la quasi-totalité du site, avec des teneurs plus importantes au droit des zones non recouvertes en surface,
- une pollution en métaux dans le premier mètre des sols sur la quasi-totalité du site, avec des concentrations très importantes, liée aux poussières et déchets métalliques mélangés aux sols.

Sur les gaz des sols, les investigations révélèrent la présence de tétrachloroéthylène avec des teneurs importantes, ainsi que des traces de BTEX et d'hydrocarbures aliphatiques C6-C16 et aromatiques C12-C16. L'ensemble des teneurs restaient toutefois conformes aux valeurs de référence.

Concernant la qualité de l'air intérieur des bâtiments, les résultats d'analyse de l'air intérieur montraient la présence de traces de benzène et de toluène dans les bâtiments A (anciens bureaux et réfectoire) et B (atelier), restant toutefois compatible avec un usage industriel du site.

Aucune substance n'était quantifiée dans l'air extérieur.

S'agissant des investigations sur les eaux du robinet, celles-ci révélèrent la présence de traces d'hydrocarbures C12-C16, de trichlorométhane, de zinc et de cuivre, mais la qualité de l'eau du

robinet restait compatible avec les normes de qualité pour l'eau potable.

En conclusion et au regard des résultats, ce diagnostic préconisait, dans le cadre du maintien d'un usage industriel :

- le recouvrement de l'ensemble du site,
- la réalisation d'une étude historique, documentaire et de vulnérabilité afin de définir un programme d'investigations complémentaires nécessaires à la réalisation d'un plan de gestion, celui-ci consistant a priori en la réalisation des investigations suivantes :
 - sur les sols afin de pouvoir définir les extensions latérales et horizontales des zones impactées mises en évidences, ainsi que la source émissive des gaz du sol,
 - sur les eaux souterraines afin de confirmer ou infirmer la présence d'impact dans ce milieu,
- la réalisation d'un plan de gestion basé sur un bilan coût avantage des différents scénarios de gestion, dont l'option la plus favorable sera validée sanitaire par une analyse des risques industriels.

Il était par ailleurs préconisé une levée de doute radiologique sur le site au regard des éléments fournis.

Par la suite, une visite d'inspection réalisée par l'inspection des installations classées le 15 avril 2022, confirmait le bilan résiduel figurant dans le mémoire de clôture. En l'espèce, l'inspection des installations classées avait relevé sur le site la présence des quantités de déchets suivantes :

- en zone Z4, d'environ 60 m³ de ballons d'eau chaude et de 80 m³ de déchets d'équipements électriques et électroniques (D3E),
- en zone Z5, d'environ 5 m³ de déchets de métaux et de plastique, ainsi qu'environ 5 m³ de déchets de bois,
- en zone B2 :
 - dans l'ancien atelier de dépollution, d'environ 20 à 30 m³ de déchets issus de l'activité de démantèlement de véhicules hors d'usage, cette zone ayant été laissée en l'état après l'incendie du 23 juillet 2020,
 - dans l'ancien atelier de mécanique, d'environ 5 m³ de matériels divers,
 - dans le hangar, d'environ 5 m³ de déchets divers (bois, plastique, etc.),
- en zone Z6, d'environ 800 m³ de déchets non dangereux non inertes non triés (bois, plastiques, carton, métal, câbles, etc.),
- en zone Z7, d'environ 10 à 15 m³ de béton, 2 m³ de déchets divers, 1 m³ de bois et quelques pneumatiques usagés,
- en zone Z8, d'environ 4 à 5 m³ de déchets non dangereux non inertes divers,
- en zone Z9, d'environ 200 m³ de déchets de pneumatiques usagés, 100 m³ de plastiques, 30 m³ de déchets non dangereux non inertes divers, 4 m³ de déchets de verre et 10 à 15 traverses en bois,
- en zone Z10, d'environ 600 à 800 m³ de pneumatiques usagés et de 2 m³ de déchets non dangereux non inertes divers,
- en zone Z11, d'environ 5 à 6 000 m³ de terres et de gravats inertes, environ 200 m³ de déchets de terres mélangées avec du métal, 60 m³ de broyats de câbles et environ 10 pneumatiques usagés.

En outre, l'inspection des installations classées constatait également que le bassin de rétention des eaux pluviales de 450 m³ était rempli d'eaux souillées au moins sur la moitié de sa profondeur.

L'installation de traitement des eaux n'était plus fonctionnelle le jour de l'inspection.

Concernant les moyens incendie, il était constaté que le surpresseur permettant d'alimenter les deux robinets incendie armés du site n'était plus présent dans les installations. Le SDIS de Seine-et-Marne avait confirmé à l'inspection des installations classées qu'au moins trois poteaux incendie alimentés par le réseau d'adduction d'eau public étaient référencés dans un rayon de 400 mètres des différentes zones de l'établissement.

Compte tenu de ce qui précède, l'inspection des installations classées considérait dès lors qu'il n'était pas démontré que le site avait été placé dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement et qu'il permette un usage futur tel que défini à l'article 1.5.6 de l'arrêté préfectoral n° 2013 DCSE IC 118 du 18 novembre 2013 précité.

Avisé de ces éléments par courrier préfectoral du 20 juin 2022, l'informant par ailleurs des mesures envisagées à son encontre, le liquidateur transmettait ses observations le 5 juillet 2022, répondant que la liquidation avait mené à bien toutes les démarches qui étaient de son ressort.

Considérant cette réponse insatisfaisante, le Préfet de Seine-et-Marne mettait en demeure le liquidateur, par arrêté préfectoral n° 2023/DRIEAT/UD77/016 du 20 janvier 2023, de se conformer, sous un délai de 3 mois, aux dispositions prévues par l'article 1.5.6 de l'arrêté préfectoral n° 2013 DCSE IC 118 du 18 novembre 2013 susvisé et par les articles L. 512-6-1 et R. 512-39-1 et suivants du Code de l'environnement, qui imposent :

- d'évacuer ou éliminer les produits dangereux et les déchets encore présents sur le site ;
- d'interdire ou limiter les accès au site ;
- de supprimer la totalité des risques d'incendie ou d'explosion ;
- de placer le site dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement et qu'il permette un usage futur tel que défini à l'article 1.5.6 de l'arrêté préfectoral n° 2013 DCSE IC 118 du 18 novembre 2013.

Constats :

Lors de la visite du 22 décembre 2023, il a été constaté qu'une nouvelle effraction avait été commise et que des engins de la société PCM RECYCLAGE (une pelleteuse et un camion, ce dernier comportant l'indication du nom de la société) avaient été repositionnés dans l'enceinte de l'établissement.

Dans le cadre de son activité, il a été constaté que la société PCM RECYCLAGE avait procédé à de nombreux apports de déchets (cf. point de contrôle n° 2. du présent rapport).

En revanche, une comparaison avec les quantités constatées lors de la visite du 15 avril 2022 par l'inspection des installations classées, a confirmé que la plus grande partie des déchets résiduels de la clôture de l'établissement VALOMÉTAL, étaient encore présents sur le site, à l'exception des déchets présentant une valeur marchande, vraisemblablement revendus par la société PCM RECYCLAGE elle-même (en particulier les déchets de métaux et les DEEE).

Il a également été observé que l'ancien atelier de dépollution de VHU et l'ancien atelier de mécanique avaient été vidés, pour accueillir du matériel de la société PCM RECYCLAGE.

En revanche, les autres déchets (déchets non dangereux non inertes en mélange, déchets de bois, de plastiques, de pneumatiques usagés, de broyats de câbles et de terres et gravats), étaient toujours présents, dans les mêmes quantités et approximativement aux mêmes emplacements (excepté quelques déplacements opérés par la société PCM RECYCLAGE).

En outre, l'état dégradé des sols était identique à celui observé le 15 avril 2022.

En conséquence, il apparaît que le liquidateur n'a mené aucune démarche complémentaire en vue de se conformer à l'obligation édictée par l'arrêté préfectoral n° 2023/DRIEAT/UD77/016 du 20

janvier 2023 portant mise en demeure.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Astreinte

N° 2 : Exploitation d'une ICPE en situation administrative irrégulière

Référence réglementaire : Code de l'environnement, article L. 171-7

Thème(s) : Illégaux, Situation administrative

Prescription contrôlée :

I.-Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, lorsque des installations ou ouvrages sont exploités, des objets et dispositifs sont utilisés ou des travaux, opérations, activités ou aménagements sont réalisés sans avoir fait l'objet de l'autorisation, de l'enregistrement, de l'agrément, de l'homologation, de la certification ou de la déclaration requis en application du présent code, ou sans avoir tenu compte d'une opposition à déclaration, l'autorité administrative compétente met l'intéressé en demeure de régulariser sa situation dans un délai qu'elle détermine, et qui ne peut excéder une durée d'un an. Elle peut, en outre, ordonner le paiement d'une amende au plus égale à 45 000 € par le même acte que celui de mise en demeure ou par un acte distinct.

Elle peut, par le même acte ou par un acte distinct, suspendre le fonctionnement des installations ou ouvrages, l'utilisation des objets et dispositifs ou la poursuite des travaux, opérations, activités ou aménagements jusqu'à ce qu'il ait été statué sur la déclaration ou sur la demande d'autorisation, d'enregistrement, d'agrément, d'homologation ou de certification, à moins que des motifs d'intérêt général et en particulier la préservation des intérêts protégés par le présent code ne s'y opposent.

L'autorité administrative peut, en toute hypothèse, édicter des mesures conservatoires aux frais de la personne mise en demeure.

L'autorité administrative peut, à tout moment, afin de garantir la complète exécution des mesures prises en application des deuxième et troisième alinéas du présent I :

1° Ordonner le paiement d'une astreinte journalière au plus égale à 4 500 € applicable à partir de la notification de la décision la fixant et jusqu'à satisfaction de ces mesures. Elle peut, en sus de l'astreinte, infliger une amende au plus égale à 45 000 €. L'amende et l'astreinte sont proportionnées à la gravité des manquements constatés et tiennent compte notamment de l'importance du trouble causé à l'environnement. Les deuxième et troisième alinéas du 1° du II de l'article L. 171-8 s'appliquent à l'astreinte ;

2° Obliger la personne mise en demeure à s'acquitter, entre les mains d'un comptable public, du paiement d'une somme correspondant au montant des travaux ou des opérations à réaliser. Cette somme bénéficie d'un privilège de même rang que celui prévu à l'article 1920 du code général des impôts. Il est procédé à son recouvrement comme en matière de créances de l'Etat étrangères à l'impôt et au domaine. L'opposition devant le juge administratif à l'état exécutoire pris en application d'une mesure de consignation ordonnée par l'autorité administrative n'a pas de caractère suspensif.

Une fois la somme recouvrée par le comptable public, celui-ci procède à sa consignation entre les mains de la Caisse des dépôts et consignations. Un décret en Conseil d'Etat fixe les modalités de déconsignation et les conditions dans lesquelles les sommes consignées sont insaisissables, au sens de l'article L. 112-2 du code des procédures civiles d'exécution, par dérogation aux articles 2284 et 2285 du code civil, ainsi que les conditions de leur utilisation en cas d'ouverture d'une procédure collective ;

3° Faire procéder d'office, en lieu et place de la personne mise en demeure et à ses frais, à

l'exécution des mesures prescrites. Les sommes consignées auprès de la Caisse des dépôts et consignations en application du 2° du présent I sont utilisées pour régler les dépenses ainsi engagées.

Constats :

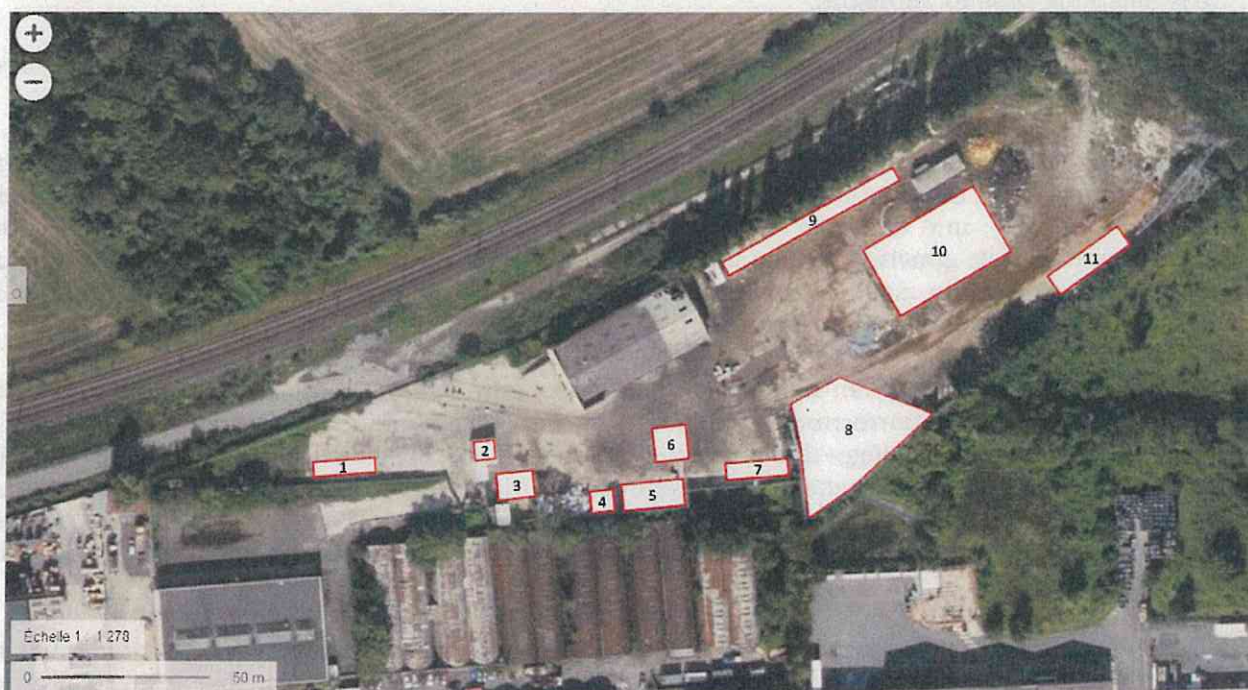
Lors de la visite du 22 décembre 2023, il a été constaté qu'une nouvelle effraction avait été commise (sectionnement de la chaîne verrouillant le portail d'accès à l'établissement). Plusieurs engins positionnés dans l'enceinte de l'établissement confirmaient une activité en cours par la société PCM RECYCLAGE (une pelleteuse et un camion, ce dernier comportant l'indication du nom de la société, ainsi qu'un numéro de téléphone), alors que la société avait déjà fait l'objet d'une éviction du site quelques jours auparavant par les forces de police, le 18 décembre 2023, et alors que le site avait de nouveau été verrouillé par son propriétaire.

Une benne entreposée sur le site comportait les mêmes indications de la société PCM RECYCLAGE.

En début de visite, réalisée en présence du propriétaire du site et de la police municipale de Trilport, une tierce personne a été observée à proximité de la pelleteuse. Cette tierce personne s'est immédiatement éclipsée et il n'a pas été possible de l'appréhender lors de la visite.

Il est à noter que postérieurement à la visite, le propriétaire a informé l'inspection des installations classées avoir pu appréhender cette personne quelques heures après la visite. Celle-ci aurait indiqué avoir eu peur du fait de sa situation irrégulière et s'être cachée lors de la visite, confirmant travailler pour la société PCM RECYCLAGE.

Les constats réalisés par l'inspection des installations classées lors de la visite du 22 décembre 2023, établis comparativement aux derniers inventaires des déchets réalisés dans le cadre de la liquidation de l'ancien exploitant, mettent en évidence que la société PCM RECYCLAGE est directement responsable de l'apport sur le site, sur les zones identifiées sur le plan ci-dessous :



- zone 1 : environ 30 m² de terres et gravats,
- zone 2 : environ 10 m³ de pneumatiques usagés,
- zone 3 : environ 4 m³ de pneumatiques sur jantes, de 10 m³ de déchets de plastiques, une benne de métaux (10 m²) et une benne vide,
- zone 4 : une benne contenant environ 10 m³ de déchets de papiers et cartons,

- zone 5 : environ 100 m³ de déchets de bois,
- zone 6 : environ 80 m³ de déchets non dangereux divers en mélange,
- zone 7 : une benne contenant 8 m³ de déchets de papiers et cartons, une benne contenant 8 m³ de déchets non dangereux divers en mélange, une benne contenant 10 m³ de déchets de bois, une benne contenant 10 m³ de déchets de plastique, une benne contenant environ 15 m³ de bois brut et une benne vide,
- zone 8 : environ 1 200 m³ de déchets non dangereux non inertes divers en mélange (qui s'ajoutent aux 800 m³ de déchets imputables aux anciennes activités de la SAS VALOMÉTAL),
- zone 9 : environ 200 m³ de terres en mélange avec des déchets divers,
- zone 10 : environ 1 000 m³ de terres en mélange avec des déchets divers,
- zone 11 : environ 200 m³ de déchets non dangereux non inertes divers en mélange.

Il ressort par conséquent, au regard de la nature et des quantités de déchets constatés sur le site, que les activités de la société PCM RECYCLAGE relèvent :

- du régime de l'enregistrement (autorisation simplifiée) au titre de la rubrique 2716 (*installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux non inertes*) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, les quantités de déchets non dangereux non inertes constatées sur le site, du fait de la société PCM RECYCLAGE, étant d'environ 2 700 m³, soit un volume très largement supérieur au seuil de 1 000 m³ de l'enregistrement,
- du régime de la déclaration au titre de la rubrique 2714 (*installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois*) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, le volume total constaté sur le site, du fait de la société PCM RECYCLAGE, étant d'environ 160 m³, supérieur au seuil de 100 m³ de la déclaration.

Or la société PCM RECYCLAGE, qui avait déjà été informée fin novembre 2023 par l'inspection des installations classées que l'état du site n'était actuellement pas compatible avec un usage industriel, n'a par ailleurs initié aucune démarche auprès du Préfet de Seine-et-Marne en vue de déclarer ou de faire enregistrer son activité.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure (cessation d'activité), Suspension, Amende, Mesures conservatoires

Proposition de délais : 15 jours

N° 3 : Accessibilité des engins des services d'incendie et de secours

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 6 juin 2018, article 7

Thème(s) : Risques accidentels, Accessibilité

Prescription contrôlée :

II. Voie « engins »

Au moins une voie « engins » est maintenue dégagée pour :

- la circulation sur la périphérie complète du bâtiment ;
- l'accès au bâtiment ;
- l'accès aux aires de mise en station des moyens élévateurs aériens ;
- l'accès aux aires de stationnement des engins pompes.

Cette voie « engins » respecte les caractéristiques suivantes :

- la largeur utile est au minimum de 3 mètres, la hauteur libre au minimum de 4,5 mètres et la pente inférieure à 15 % ;
- dans les virages de rayon intérieur inférieur à 50 mètres, un rayon intérieur R minimal de 13 mètres est maintenu et une sur-largeur de $S = 15/R$ mètres est ajoutée ;
- la voie résiste à la force portante calculée pour un véhicule de 320 kN avec un maximum de 130 kN par essieu, ceux-ci étant distants de 3,6 mètres au minimum ;
- chaque point du périmètre du bâtiment est à une distance maximale de 60 mètres de cette voie ;
- elle est positionnée de façon à ne pouvoir être obstruée par l'effondrement de tout ou partie de ce bâtiment ou occupée par les eaux d'extinction ;
- aucun obstacle n'est disposé entre la voie « engins » et les accès au bâtiment, les aires de mise en station des moyens élévateurs aériens et les aires de stationnement des engins pompes.

En cas d'impossibilité de mise en place d'une voie « engins » permettant la circulation sur l'intégralité de la périphérie du bâtiment et si tout ou partie de la voie est en impasse, les 40 derniers mètres de la partie de la voie en impasse sont d'une largeur utile minimale de 7 mètres et une aire de retournement comprise dans un cercle de 20 mètres de diamètre est prévue à son extrémité.

III. Déplacement des engins de secours à l'intérieur du site (installations de gestion de déchets combustibles ou inflammables)

Pour permettre le croisement des engins de secours, tout tronçon de voie « engins » de plus de 100 mètres linéaires dispose d'au moins deux aires dites de croisement, judicieusement positionnées, dont les caractéristiques sont :

- largeur utile minimale de 3 mètres en plus de la voie engin ;
- longueur minimale de 10 mètres ;

présentant a minima les mêmes qualités de pente, de force portante et de hauteur libre que la voie « engins ».

Constats :

Lors de la visite d'inspection du 22 décembre 2023, il a été constaté que l'organisation des différentes zones d'entreposage de déchets sur le site, notamment sur la partie Est de l'établissement, qui présente à elle-seule une superficie totale d'environ 1 hectare, ainsi que les quantités de déchets qui jonchent ponctuellement le sol, ne permettent pas la circulation des engins des services d'incendie et de secours.

Sur cette partie de l'établissement, qui présente les risques les plus importants en cas de départ de feu, aucune voie « engin » conforme n'est aménagée. Il est d'ailleurs à noter que cette partie de l'établissement présente une longueur de plus de 130 mètres, imposant la présence d'au moins deux aires de croisement, de largeur utile minimale de 3 mètres en plus de la voie engin et d'une longueur minimale de 10 mètres.

Ces aménagements sont totalement absents, empêchant par exemple toute possibilité aux véhicules des services d'incendie et de secours d'approcher le fond du site (partie Est) en cas de départ de feu, où sont pourtant entreposées de grandes quantités de déchets combustibles en mélange.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure (cessation d'activité), Suspension, Amende, Mesures conservatoires

Proposition de délais : 15 jours

N° 4 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 6 juin 2018, article 9

Thème(s) : Risques accidentels, Lutte contre l'incendie

Prescription contrôlée :

L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :

- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;
- de plans des bâtiments et aires de gestion des produits ou déchets facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque bâtiment et aire ;
- d'extincteurs répartis à l'intérieur des bâtiments et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits ou déchets gérés dans l'installation.

Les installations gérant des déchets combustibles ou inflammables sont également dotées :

- d'un ou plusieurs points d'eau incendie, tels que :
 1. Des bouches d'incendie, poteaux ou prises d'eau, d'un diamètre nominal adapté au débit à fournir, alimentés par un réseau public ou privé, sous des pressions minimale et maximale permettant la mise en œuvre des pompes des engins des services d'incendie et de secours ;
 2. Des réserves d'eau, réalimentées ou non, disponibles pour le site et dont les organes de manœuvre sont utilisables en permanence pour les services d'incendie et de secours.

Les prises de raccordement permettent aux services d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces points d'eau incendie.

Le ou les points d'eau incendie sont en mesure de fournir un débit global adapté aux risques à défendre, sans être inférieur à 60 m³/h durant deux heures. Le point d'eau incendie le plus proche de l'installation se situe à moins de 100 mètres de cette dernière. Les autres points d'eau incendie, le cas échéant, se situent à moins de 200 mètres de l'installation (les distances sont mesurées par les voies praticables par les moyens des services d'incendie et de secours) ;

- d'un système de détection automatique et d'alarme incendie pour les bâtiments fermés où sont entreposés des produits ou déchets combustibles ou inflammables ;
- d'une réserve de sable meuble et sec ou matériaux assimilés présentant les mêmes caractéristiques de lutte contre le feu comme la terre en quantité adaptée au risque, ainsi que des pelles.

L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux règles en vigueur. Ces vérifications font l'objet d'un rapport annuel de contrôle.

Constats :

L'inspection précédemment réalisée le 15 avril 2022 avait mis en évidence que le surpresseur permettant d'alimenter deux robinets incendie armés du site n'était plus présent dans les installations. La situation constatée le 22 décembre 2023 n'avait pas évolué.

D'autre part, aucun extincteur n'a été constaté sur le site.

Le SDIS de Seine-et-Marne a indiqué à l'inspection des installations classées que trois poteaux incendie alimentés par le réseau d'adduction d'eau public étaient référencés dans un rayon de 400 mètres des différentes zones de l'établissement.

Cette distance est toutefois trop élevée au regard des obligations qui s'appliquent à l'activité de la

société PCM RECYCLAGE, qui imposent que le point d'eau incendie le plus proche de l'installation se situe à moins de 100 mètres de cette dernière et que les autres points d'eau incendie, le cas échéant, se situent à moins de 200 mètres de l'installation, les distances devant être mesurées par les voies praticables par les moyens des services d'incendie et de secours.

Or il est rappelé que sur plus de la moitié du site (environ 1 hectare, sur plus de 130 mètres de longueur), aucune voie « engin » n'est praticable par les moyens des services d'incendie et de secours.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure (cessation d'activité), Suspension, Amende, Mesures conservatoires

Proposition de délais : 15 jours

N° 5 : Rétention des pollutions accidentelles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 6 juin 2018, article 11

Thème(s) : Risques accidentels, Rétentions

Prescription contrôlée :

I. Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;
- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts ;
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ;
- dans tous les cas 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 litres.

II. La capacité de rétention est étanche aux liquides qu'elle contient et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé en conditions normales.

L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) doit pouvoir être contrôlée à tout moment. Les réservoirs ou récipients contenant des liquides incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

III. Le sol des aires et des locaux d'entreposage ou de manipulation des déchets ou matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.

IV. Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre ou d'un accident de transport, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation. Les dispositifs internes sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées.

En cas de dispositif de confinement externe à l'installation, les matières canalisées sont collectées, de manière gravitaire ou grâce à des systèmes de relevage autonomes, puis convergent vers cette capacité spécifique. En cas de recours à des systèmes de relevage autonomes, l'exploitant est en

mesure de justifier à tout instant d'un entretien et d'une maintenance rigoureux de ces dispositifs. Des tests réguliers sont par ailleurs menés sur ces équipements.

En cas de confinement interne, les orifices d'écoulement sont en position fermée par défaut. En cas de confinement externe, les orifices d'écoulement issus de ces dispositifs sont munis d'un dispositif automatique d'obturation pour assurer ce confinement lorsque des eaux susceptibles d'être pollués y sont portées. Tout moyen est mis en place pour éviter la propagation de l'incendie par ces écoulements.

Le volume nécessaire à ce confinement est déterminé de la façon suivante. L'exploitant calcule la somme :

- du volume d'eau d'extinction nécessaire à la lutte contre l'incendie d'une part ;
- du volume de produit libéré par cet incendie d'autre part ;
- du volume d'eau lié aux intempéries à raison de 10 litres par mètre carré de surface de drainage vers l'ouvrage de confinement lorsque le confinement est externe.

L'exploitant dispose d'un justificatif de dimensionnement de cette capacité de rétention. Les eaux d'extinction collectées sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées.

Constats :

Lors de la visite d'inspection du 22 décembre 2023, il a été constaté la présence d'un GRV d'un volume de 1 000 litres, rempli au deux tiers d'huile hydraulique, qui n'était pas placé sur rétention.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure (cessation d'activité), Suspension, Amende, Mesures conservatoires

Proposition de délais : 15 jours

N° 6 : Gestion des déchets réceptionnés

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 6 juin 2018, article 13

Thème(s) : Autre, Gestion des déchets

Prescription contrôlée :

IV. Entreposage des déchets

Les aires de réception, de transit, regroupement, de tri et de préparation en vue de la réutilisation des déchets doivent être distinctes et clairement repérées. Les zones d'entreposage sont distinguées en fonction du type de déchet, de l'opération réalisée (tri effectué ou non par exemple) et du débouché si pertinent (préparé en vue de la réutilisation, combustible, amendement, recyclage par exemple).

L'exploitant dispose de moyens nécessaires pour évaluer le volume de ses stocks (bornes, piges, etc.).

La hauteur des déchets entreposés n'excède pas 3 mètres si le dépôt est à moins de 100 mètres d'un bâtiment à usage d'habitation. Dans tous les cas, la hauteur n'excède pas six mètres.

Pour la rubrique n° 2711, les bouteilles de gaz liquéfié équipant des équipements tels que cuisinières ou radiateurs sont retirées avant qu'ils ne soient introduits dans un endroit non ouvert en permanence sur l'extérieur.

Les zones d'entreposage et de manipulation des produits ou déchets sont couvertes lorsque l'absence de couverture est susceptible de provoquer :

- la dégradation des produits ou déchets gérés sur l'installation, rendant plus difficile leur utilisation, valorisation ou élimination appropriée, par exemple via l'infiltration d'eau dans la laine de verre et les mousses des déchets d'équipements électriques et électroniques ;

- l'entraînement de substances polluantes telles que des huiles par les eaux de pluie.

Constats :

La société PCM RECYCLAGE ne dispose d'aucun moyen nécessaire pour évaluer le volume de ses stocks (bornes, piges, etc.).

En outre, la quasi-totalité des entreposages et de manipulations des déchets sont effectués à l'air libre, non abrités des intempéries. Or il apparaît qu'au regard de la nature des déchets présents sur le site, l'absence de couverture est effectivement susceptible de provoquer leur dégradation, rendant ainsi plus difficile leur utilisation, valorisation ou élimination appropriée.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure (cessation d'activité), Suspension, Amende, Mesures conservatoires

Proposition de délais : 15 jours

ANNEXE

Rapport photographique de l'inspection du 22 décembre 2023
Établissement anciennement VALOMÉTAL
ZI – Rue d'Armentières à Trilport (77470)

Activités imputables à la société PCM RECYCLAGE

Zone 1



Zone 2



Zone 3



Zone 4



Zone 5



Zone 6



Zone 7



Zone 8



Zone 9



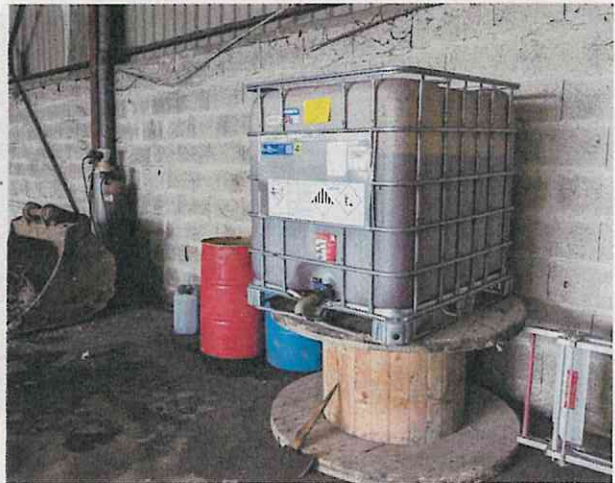
Zone 10



Zone 11



GRV d'huile hydraulique non muni de rétention



**Véhicule identifié au nom de la société PCM
RECYCLAGE**



**Benne identifiée au nom de la société PCM
RECYCLAGE**



Situation résiduelle de la liquidation de la SAS VALOMÉTAL

Bassin de rétention saturé



Déchets de plastiques et de pneumatiques



Déchets de pneumatiques usagés, terres, gravats et broyats de câbles



Déchets de pneumatiques usagés



Déchets de pneumatiques usagés

